

[Traduction]

Faut-il s'étonner que le pays soit divisé comme il ne l'a jamais été? Les politiques de désunion du gouvernement ont presque réduit le pays à l'impuissance. Mais la majorité des Canadiens comprennent à présent, s'ils réfléchissent tant soit peu, qu'il n'est pas nécessaire d'être un bon libéral pour être un bon Canadien.

L'autre jour, j'ai pris le ministre des Finances au mot. Et nous avons appris hier que, en mars, en parlant au ministre des Finances de la province de l'Ontario, en plusieurs occasions . . .

[Français]

. . . a maintes reprises avant que le ministre des Finances, ici à la Chambre des communes, ait présenté son budget, le ministre des Finances de la province de Québec à maintes reprises a rejeté la proposition du ministre des Finances du gouvernement fédéral.

[Traduction]

Parlons net. Je sais pertinemment, et les députés d'en face le savent aussi, qu'à trois reprises au moins avant que le ministre des Finances présente son budget à la Chambre des communes, M. Parizeau s'est opposé à la proposition. Il y a quelques années, M. Howe a dit: «Qu'est-ce qu'un million?». L'actuel ministre des Finances nous dit maintenant: «Qu'est-ce que trois millions?»

[Français]

C'est évident qu'à cause de l'arrogance du gouvernement fédéral en administrant la politique de remboursement en ce qui concerne la taxe de vente dans la province de Québec va entraîner un gaspillage et coûter aux contribuables canadiens au moins trois millions de dollars!

● (2102)

[Traduction]

Combien de fois le premier ministre n'a-t-il pas déclaré à la Chambre et ailleurs que le gouvernement fédéral ne doit jamais recourir aux pressions fiscales pour contraindre les provinces à agir contre leur volonté? Il l'a dit je ne sais combien de fois.

[Français]

Pourquoi une exception aujourd'hui? A cause des pouvoirs de taxation émanant du gouvernement fédéral, combien de fois le premier ministre a-t-il constaté qu'il ne faut pas forcer les provinces à adopter les mesures qu'elles ne désirent pas adopter? Vous avez les réponses. Pourquoi aujourd'hui une exception en ce qui concerne la taxe de vente de la province de Québec? Je me demande pourquoi. Je vais vous en donner la raison. C'est qu'il désire encore une fois pratiquer une politique de confrontation pour dire aux provinces anglophones: C'est seulement moi qui vais garder Québec comme ça! Oui.

[Traduction]

Pourquoi le ministre des Finances (M. Chrétien), lorsqu'il a annoncé ce programme, ne nous a-t-il pas dit combien d'argent il voulait consacrer à cela, puis exposé les grandes lignes de sa politique, pour laisser ensuite à chaque province le soin de s'occuper des détails? Mais le gouvernement s'imagine qu'il a le monopole du bon sens à Ottawa et que les provinces ne sont au courant de rien. Pourtant, ce n'est pas cela la principale

### *Impôt sur le revenu—Loi*

raison du geste qu'il a posé. Monsieur l'Orateur, le premier ministre et le ministre des Finances ne voulaient pas que le Québec donne son accord à cette mesure. Ils voulaient que Québec dise non. Ils ont fait en sorte que le Québec ne puisse pas dire oui, parce qu'ils pensaient partir en campagne électorale et qu'ils voulaient la bagarre, pour enfler le débat sur l'unité nationale et faire oublier aux Canadiens les questions économiques.

**Des voix:** Bravo!

**M. Grafftey:** Mais je dis aux députés gouvernementaux qu'ils ont été pris à leur propre jeu. Il n'y a pas d'élections. Le trouillard de premier ministre a reculé sur la foi d'un seul sondage, et vous voici maintenant, à l'échelon suprême du pays, en train d'expliquer l'inexplicable, d'expliquer vos chamailleries.

**Une voix:** Vous avez partie liée avec les péquistes!

**M. Grafftey:** Nous, partie liée avec les péquistes? C'est la pire calomnie que j'aie jamais entendue depuis longtemps. Je suis aussi bon Canadien que vous. Je les combattrai aussi vivement que le député. Mais comme mon père avant moi, je combattrai le gouvernement libéral . . .

[Français]

. . . une politique pour les Anglais, une autre politique pour les francophones, et ils se demandent pourquoi le pays est tellement divisé.

[Traduction]

Je ne suis pas séparatiste, je suis fédéraliste, mais je déteste ce genre de fédéralisme intransigent d'affrontement que pratique le pire gouvernement que nous ayons eu depuis la Confédération, et qui divise le pays comme jamais auparavant. Je lutterai, comme mon père avant moi, jusqu'à la mort pour une cause pareille. Nous n'avons pas oublié les slogans comme «La conscription si c'est nécessaire, mais pas nécessairement la conscription». Le premier ministre actuel donne à MacKenzie King une allure d'homme d'État.

**L'Orateur suppléant (M. Turner):** Je regrette d'interrompre le député mais son temps de parole est expiré. Il peut continuer du consentement unanime.

**Une voix:** Non. Nous voulons Paproski!

**L'Orateur suppléant (M. Turner):** La Chambre consent-elle à ce que le député continue?

**M. Grafftey:** Je doute que les députés veuillent vraiment que je continue, mais j'ajouterai ceci:

[Français]

Ce n'est pas trop tard. Ce n'est pas trop tard. J'espère sincèrement que les députés de la province de Québec et les députés de l'opposition vont rectifier la situation. Il n'est pas trop tard. Pouvez-vous m'informer sans dire que je suis séparatiste, sans dire que c'est une question de séparatisme, de fédéralisme? Considérant que toute la population de la province de Québec et la plus grande partie de la population en dehors de la province de Québec estime que la politique émanant de l'Assemblée nationale est une bonne politique, je vous demande ce que vous avez contre cela vous autres?